



## Communiqué de l'ETA à l'opinion publique de France

Euskadi Ta Askatasuna s'adresse aux Institutions de l'Etat Français et à l'opinion publique française pour leur faire part de ses réflexions sur les responsabilités incombant à l'Etat Français dans le conflit que traverse le Pays Basque, mais aussi sur le rôle que devrait tenir le Gouvernement français dans la résolution de celui-ci.

### Un conflit qui perdure

L'histoire du Pays Basque est étroitement liée à la construction de l'Etat Français, un Etat qui s'est constitué "à coups d'épées" au détriment des peuples qui aujourd'hui se retrouvent intégrés en son sein. Vécue comme le berceau de la Liberté par le peuple Français, cette réalisation a signifié la mort lente et programmée des peuples opprimés, dont celle du Peuple Basque parmi tant d'autres.

Au nom de la Liberté, l'Egalité et la Fraternité, depuis la Révolution française de 1789 les institutions françaises n'ont cessé d'appliquer une politique d'oppression et d'assimilation méthodique dans les provinces basques du Labourd, de la Basse Navarre et de la Soule. Tout ce qui n'était pas français devait disparaître. Depuis, le seul peuple et la seule langue qui existent officiellement en France sont Français. Le Pays Basque n'existe pas, et les droits des citoyens basques sont systématiquement bafoués.

Pendant toutes ces décennies, les citoyens basques ont dû subir les rouages de l'uniformisation dessinée par les institutions jacobines. Ces Institutions se sont particulièrement attachées à détruire par tous les moyens tout ce qui pouvait représenter un caractère distinctif. Tous les subterfuges ont été employés pour faire disparaître la langue basque et des pans entiers de notre identité. L'école républicaine instaurée par Jules Ferry s'est particulièrement acharnée dans cette sale besogne, comme l'attestent les brimades et les humiliations subies par les écoliers du Pays Basque. La lutte contre les langues a été un moyen redoutable de forger la nation française.

Les desseins de l'Etat français envers le peuple basque ont été amplifiés par la politique d'assimilation développée parallèlement par l'Etat espagnol. Cette entente a eu pour corollaire le morcellement du territoire basque et l'imposition de frontières et d'administrations qui avaient pour seule vocation d'assimiler à jamais le peuple basque. Divisé et violenté, le peuple basque n'a pu se constituer librement en tant que nation. Il n'a pu décider librement de son organisation interne et de ses rapports avec les Etats Français et Espagnol.

Aujourd'hui encore, la France n'a toujours pas tiré un trait avec son passé jacobin. Elle reste un des pays les plus centralisateurs et réactionnaires en terme de reconnaissance des peuples. Le Gouvernement français persiste à bafouer systématiquement les droits élémentaires des citoyens et du peuple basque. Le conflit reste toujours en vigueur, et ne cesse d'être alimenté par l'intransigeance du Gouvernement français.

### La réponse du Peuple Basque

Chacune de ces agressions en vue d'anéantir le peuple basque s'est heurtée à la résistance populaire. Des siècles de jacobinisme et de colonisation n'ont pas réussi à rayer de la carte du monde notre culture, notre langue et notre identité nationale.

Des siècles d'assimilation forcée à la République n'ont pas entamé non plus notre soif de reconnaissance en tant que Peuple, parce que le flambeau de la lutte pour la dignité a été transmis d'une génération à l'autre. Le Peuple Basque est bel et bien vivant grâce à l'engagement et au dévouement de citoyens basques pour la reconnaissance des droits élémentaires qui nous reviennent.

Aujourd'hui, la société basque soutient et revendique la reconnaissance institutionnelle de la Soule, de la Basse Navarre et du Labourd. Un cadre institutionnel qui nous permette de décider et de construire l'avenir du Pays Basque sans aucune ingérence des Etats Français et Espagnol.

### Le mépris exprimé par l'Etat Français

Le Pays Basque n'est pas reconnu. Jusqu'à présent, l'attitude du Gouvernement en place a consisté à renier systématiquement sa parole et à mettre en place des pseudos outils visant à court-circuiter la question de la reconnaissance du Pays Basque. Force est de constater que le Gouvernement Français comme les élus sous sa tutelle, n'ont montré que du mépris et un rejet total des revendications soutenues par la population du Labourd, de la Basse Navarre, et de la Soule.

Mais le refus catégorique des revendications populaires ne suffisant plus, le Gouvernement Français a décidé d'en découdre avec les projets alternatifs portés par de nombreux mouvements et associations avec le soutien et la contribution de la société basque. La procédure diligentée par le Préfet des Pyrénées-atlantiques à l'encontre d'Euskal Herriko Laborantza Ganbera -la Chambre d'agriculture du Pays Basque- en dit long sur les réelles intentions du Gouvernement Français.

Cela dit, à chaque fois que le Gouvernement Français déclare qu'il n'y a pas de " problème basque " en France, non seulement il frise le ridicule mais surtout il fait apparaître le niveau de mépris qu'il porte envers le Peuple Basque. Il est aussi absurde de déclarer qu'il n'y a pas de " problème basque " en France que de nier l'existence du Pays Basque. Cela tient au fait que le Gouvernement Français n'ait aucune intention de dénouer les problèmes posés par le conflit et de reconnaître le Pays Basque.

Finalement, le problème crucial pour le Gouvernement Français est précisément qu'il se retrouve face à un peuple qu'il n'a pu faire disparaître et assimiler dans le giron uniforme de la République. Et il est de plus en plus perceptible que le Peuple Basque n'a pas d'avenir dans le cadre institutionnel et juridique de l'Etat Français.

Ceci étant, les agissements du Gouvernement Français nous paraissent d'une grande irresponsabilité. En refusant toute issue possible aux revendications populaires, et en rejetant toutes avancées dans la voie de la reconnaissance du peuple basque, le Gouvernement Français endosse la lourde responsabilité de prolonger et d'étendre le conflit.

### Reconnaissance et respect des droits du Peuple Basque

Le Gouvernement Français doit à tout prix respecter les droits fondamentaux du Pays Basque. En ce sens, la reconnaissance du Peuple Basque en tant qu'entité différenciée est incontournable.

Il apparaît essentiel d'obtenir les compétences nécessaires pour endiguer le déclin économique, social, démographique et linguistique du Labourd, de la Basse Navarre et de la Soule. Sans plus tarder, il faut avancer dans la mise en place d'un nouveau cadre institutionnel qui puisse garantir l'avenir du Pays Basque et le respect des droits des peuples.

Les institutions de l'Etat Français doivent à tout prix cesser de mépriser le peuple basque. Ils doivent surtout accepter une fois pour toute, les revendications portées par la société basque. En ce sens, ils doivent reconnaître les Droits des peuples et des langues.

L'Etat Français doit cesser d'être une prison pour les peuples opprimés, et devenir un Etat qui garantisse les droits des peuples. Pour cela, il devra respecter la décision et la volonté exprimée par le Peuple Basque.

### Appel au Gouvernement Français

Euskadi Ta Askatasuna lance expressément un appel au Gouvernement Français pour que celui-ci s'engage dans la voie de la discussion et de la négociation afin de résoudre le conflit qui persiste au Pays Basque.

Les buts de cette négociation doivent être d'accorder une solution démocratique, et les modalités d'application de cet accord. La solution devra prendre en considération les origines du conflit mais aussi ses conséquences. En ce sens, l'ETA fait part de sa disposition à entamer un processus de discussion qui nous rapprochera de la résolution du conflit.

La seule voie possible qui permette de régler les conflits et de ne pas alimenter les cycles d'affrontements est la négociation. Ainsi, nous demandons au Gouvernement Français qu'il abandonne la voie de la répression, qu'il cesse sans tarder toutes agressions à l'encontre des citoyens basques et du Pays Basque dans son ensemble.



Le Gouvernement Français doit contribuer à la concrétisation et à l'avancée du processus qui s'ouvre en ce moment même au Pays Basque. À cette fin, il doit s'engager à reconnaître les droits du Peuple Basque.

Le Gouvernement Français ne peut se contenter d'être un spectateur dans le processus de résolution du conflit en Pays Basque. Puisqu'il contribue à pérenniser le conflit en Pays Basque, il devra tôt ou tard participer activement à sa résolution. Nous en appelons au Gouvernement Français pour qu'il ne gâche pas l'opportunité qui se présente.

#### Appel à l'opinion publique française

Le conflit qui oppose l'Etat Français au Peuple Basque a été longtemps occulté et dénaturé. Il en va de même aujourd'hui. Il s'agit là d'une logique d'occultation délibérée et orchestrée par les Institutions françaises avec le relais de la presse bien-pensante.

Le conflit basque est un tabou en France. Le traitement des événements est sélectif, et la plupart du temps réduit à la diffusion des chroniques répressives ou des activités d'ETA.

Nous mettons en garde ceux qui pensent que le fait d'occultier le conflit basque le rendrait inexistant. Tant que l'Etat Français ne reconnaîtra pas les droits du Peuple Basque le conflit perdurera.

Ainsi, nous lançons un appel à l'opinion publique française, pour qu'elle s'engage à soutenir et respecter les démarches pour la reconnaissance et le respect des droits du Peuple Basque, et qu'elle s'oppose à la politique répressive dessinée par le Gouvernement Français.

Nous en appelons aussi à la société française pour lui demander expressément de ne plus collaborer avec la politique de colonisation de territoire en Pays Basque. Politique qui consiste à s'appropriier des terres au détriment des habitants du Pays Basque, qui se trouvent à leur tour contraints de quitter leur pays.

Enfin, nous voulons profiter de cette occasion pour transmettre nos salutations les plus chaleureuses à tous ceux et celles qui ont soutenu et soutiennent activement la lutte pour la libération du Peuple Basque. Même si la solidarité est un geste que l'on tend à occultier, les militants que nous sommes n'oublions pas les faits et gestes de solidarité que nous recevons.

#### Engagement d'ETA

Euskadi Ta Askatasuna rappelle que le cessez le feu décrété le 24 mars 2006 est toujours en vigueur.

La volonté et l'engagement d'ETA est d'agir pour que le processus en cours arrive à son terme. Et nous attendons des faits et gestes allant dans ce sens.

Pour résoudre ce conflit qui perdure il s'agit avant tout de rétablir la justice en Pays Basque, de construire la paix en reconnaissant les droits du Peuple Basque. Voici donc le souhait d'ETA.

**GORA EUSKAL HERRIA ASKATUTA! GORA EUSKAL HERRIA SOZIALISTA!  
JO ETA KE INDEPENDENTZIA ETA SOZIALISMOA LORTU ARTE!**

Juin 2006, Pays Basque

Euskadi Ta Askatasuna  
E.T.A.

**ETA**  
  
**bietan  
Jurrari**

